

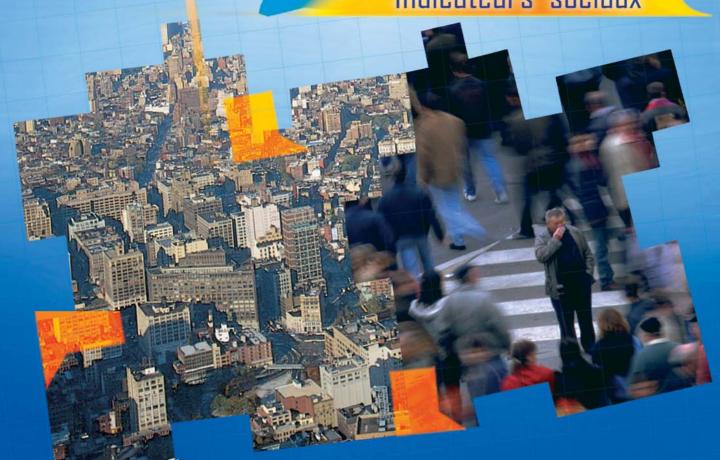


INSEE auvergne

Dessiers 26 avril 2010

Cartographie de la précarité urbaine en Auvergne

Indicateurs sociaux



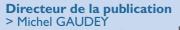
Cette publication est le fruit d'un partenariat entre la Plate-forme de l'observation sanitaire et sociale (représentée par la Direction Régionale des Affaires Sanitaires et Sociales Auvergne) et l'Insee Auvergne.

Suite à la publication de « Regards croisés de la précarité en Auvergne » (Insee Auvergne Les Dossiers, n° 15, mai 2006), il a été considéré que l'information économique et sociale sur le thème de la précarité urbaine méritait d'être enrichie.

Cette étude concerne les six principales communes de la région : Aurillac, Clermont-Ferrand, Montluçon, Moulins-Yzeure*, le Puy-en-Velay et Vichy.

Elle vise à dégager, sous forme cartographique, des représentations synthétiques permettant de mettre en évidence les disparités territoriales en fonction de l'intensité des phénomènes étudiés.

* Les données disponibles permettent de cartographier l'ensemble Moulins-Yzeure, c'est-à-dire l'agglomération.



Directeur régional de l'INSEE Rédaction en chef

> Michel MARÉCHAL > Daniel GRAS

Composition et mise en page

et mise en page > INSEE

www.insee.fr/auvergne

> Toutes les publications accessibles en ligne

Création maquette

> Free Mouse 06 87 18 23 90

Crédit photo
> INSEE Auvergne

Tél.: 04 73 19 78 00 Fax: 04 73 19 78 09

Auteurs:

Geneviève BUREL, Michel MARÉCHAL (Insee)

BP 120

3, place Charles de Gaulle

63403 Chamalières Cedex

DosSiers

Cartographie de la précarité urbaine en Auvergne

Somme

Indicateurs sociaux

Méthode, sources et définitions	2
Aurillac	3
Clermont-Ferrand	7
Montluçon	11
Moulins-Yzeure	15
Le Puy-en-Velay	19
Vichy	23





Méthode

Les indicateurs sélectionnés et cartographiés l'ont été afin de réaliser un lien géographique fin entre précarité et informations sociales.

Les données sont localisées par les coordonnées géographiques de l'adresse, puis reportées et comptabilisées sur des carreaux de 100 m de côté. Ceci permet de s'affranchir des découpages administratifs et d'études habituels.

En revanche, cette méthode ne peut s'appliquer qu'à des communes dont la localisation fine des informations est possible (communes de 10 000 habitants ou plus).

Les données sont ensuite cartographiées selon des classes de densité de population. Se superposent à ces classes des zones de surreprésentation, dans lesquelles la proportion d'individus de la catégorie est plus forte qu'en moyenne sur le périmètre étudié. L'absence de zone de surreprésentation ne signifie pas pour autant la non-existence de disparités sociales.

Sources et définitions

Le dossier présente 8 cartes par commune :

Carte 1

Représentation simple des contours de la commune, avec les limites des quartiers IRIS (Îlots Regroupés pour l'Information Statistique) et celles des ZUS (Zone Urbaine Sensible) lorsqu'elles existent.

Cartes 2, 3 et 4 : source CAF

• Champ: allocataires des CAF au 31.12.2008.

L'étude ne prend pas en compte les allocataires de plus de 65 ans et les étudiants ne percevant que l'allocation logement. En effet, les données en possession des CAF ne permettent pas d'appréhender de manière satisfaisante les revenus de ces populations.

Indicateurs

Population à bas revenus : il s'agit de la population vivant sous le seuil de bas revenus.

Pour comparer les revenus des ménages, il faut tenir compte de la composition du foyer et des économies d'échelle qui en découlent. Le revenu mensuel (disponible avant impôts, comprenant les prestations versées par les CAF) est rapporté au nombre d'unités de consommation (UC).

Ce nombre est obtenu en additionnant les membres du foyer, pondéré par les coefficients suivants : I pour l'allocataire, 0,5 par adulte supplémentaire ou enfant à charge de I 4 ans et plus, 0,3 par enfant de moins de I 4 ans. À la pondération précédente s'ajoute 0,2 UC pour les familles monoparentales.

Le seuil de bas revenus repose sur une définition statistique. La définition du seuil et son calcul au niveau national ont été revus en 2006. Le seuil de bas revenus est fixé dorénavant à 60 % du niveau de vie médian pour se rapprocher des standards européens. Il est établi désormais à partir de l'enquête revenus fiscaux, source de référence européenne sur les revenus. Il est égal à 903 € par mois et par unité de consommation en 2008.

Les minima sociaux pris en compte dans l'étude sont les suivants : l'allocation adulte handicapé (AAH), le revenu minimum d'insertion (RMI) et l'allocation parent isolé (API).

► Carte 5 : source CNAM

• Champ: les bénéficiaires de la Couverture Maladie Universelle Complémentaire (CMU-C) au 31.12.2008.

La CMU-C permet de fournir une couverture complémentaire gratuite à toute personne résidant en France de manière stable et régulière sous condition de ressources fixée par décret. L'affiliation à la CMU-C permet la prise en charge du ticket modérateur, du forfait journalier en cas d'hospitalisation et la dispense d'avance de frais. Elle permet également la prise en charge de certaines prestations (prothèses dentaires, lunettes...), au-delà des montants remboursables par l'assurance maladie et dans la limite de tarifs fixés par arrêté. L'ouverture des droits pour un an est conditionnée par le dépôt d'une demande auprès d'une caisse d'assurance maladie. Au 1^{er} juillet 2008, le plafond de ressources, revalorisé périodiquement, donnant droit à la CMU-C est de 620,58 € par mois pour une personne seule en France métropolitaine.

► Carte 6 : source Pôle emploi

• **Champ**: les demandeurs d'emploi de catégorie 1 au 31.12.2007, c'est-à-dire les demandeurs d'emploi immédiatement disponibles (ayant exercé une activité réduite ou occasionnelle inférieure à 78 heures au cours du mois) à la recherche d'un emploi à durée indéterminée à temps plein.

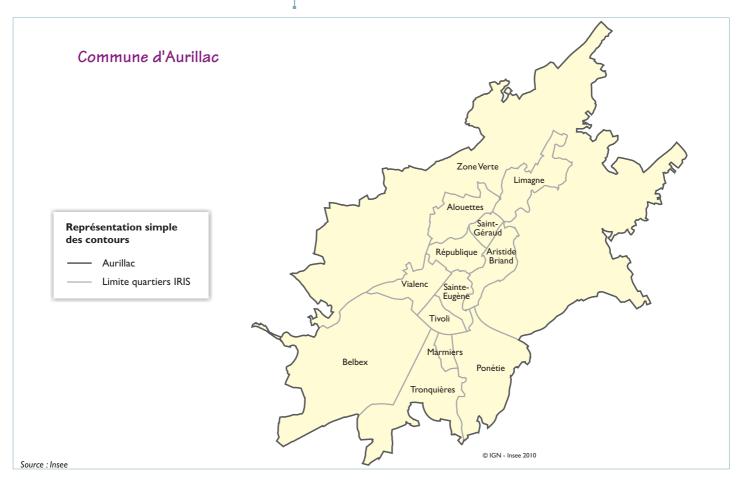
Les demandeurs d'emploi de longue durée sont ceux inscrits à Pôle emploi depuis plus d'un an.

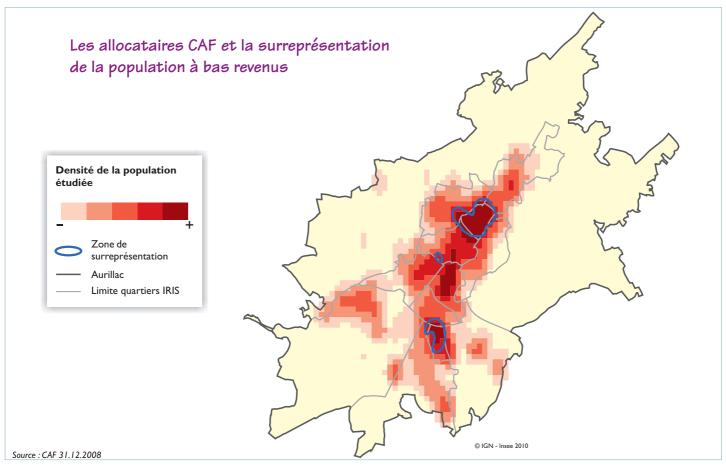
► Cartes 7 et 8 : source Insee

• Champ: les données utilisées proviennent des Déclarations Annuelles de Données Sociales (DADS) de l'année 2006. Le champ de l'exploitation des DADS par l'Insee couvre actuellement l'ensemble des employeurs et de leurs salariés, à l'exception des agents des organismes de l'État (titulaires ou non), des services domestiques, des activités extra-territoriales. En revanche, sont compris les collectivités territoriales et la fonction publique hospitalière, introduites de manière exhaustive depuis 1992. Sont inclus également les établissements publics à caractère industriel et commercial.

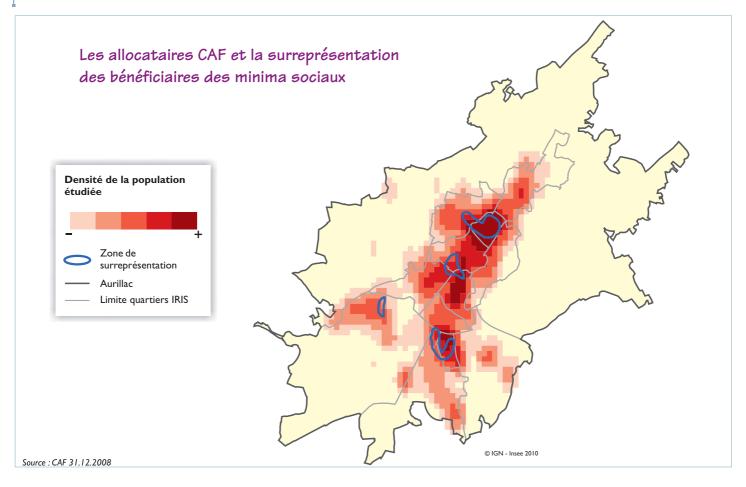


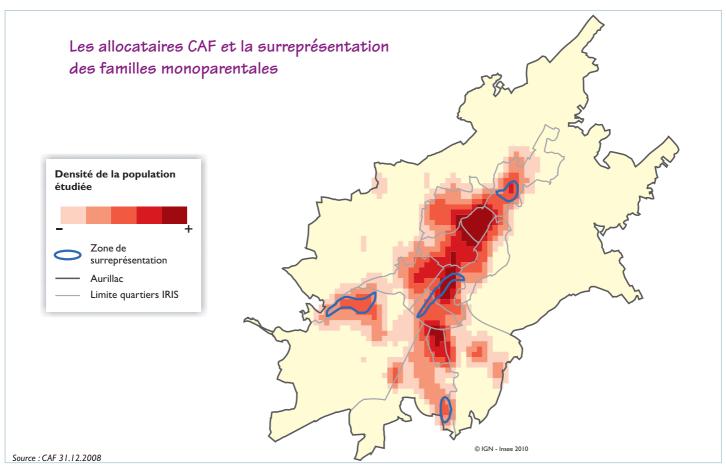




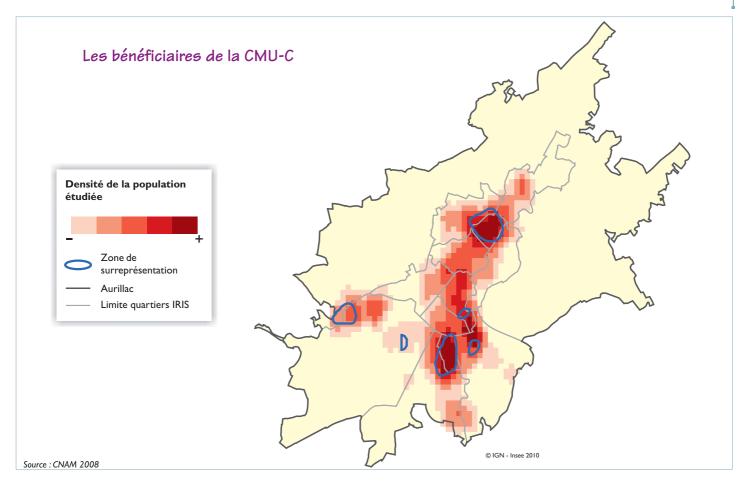


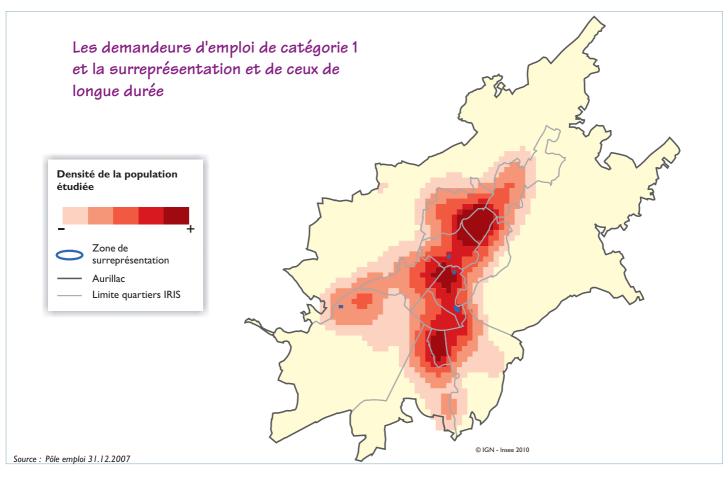




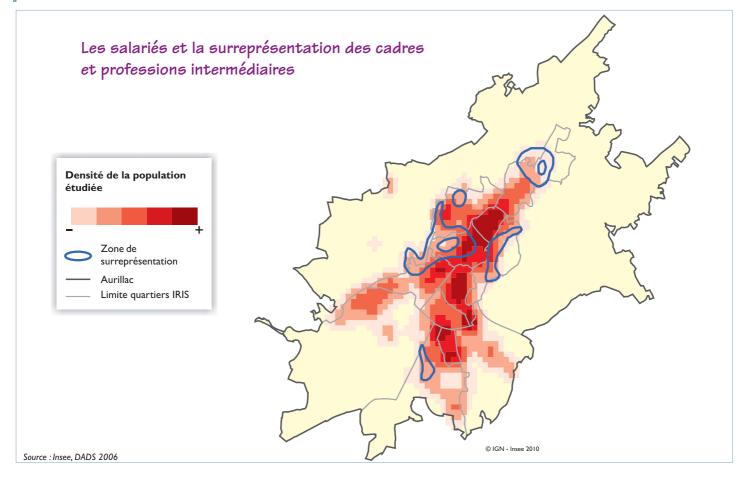


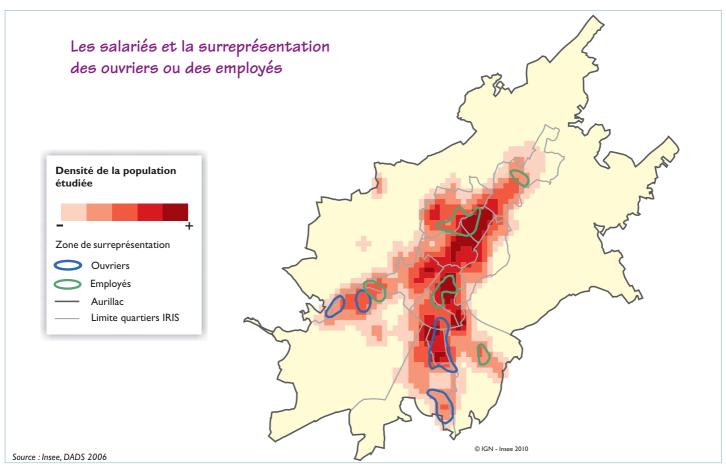




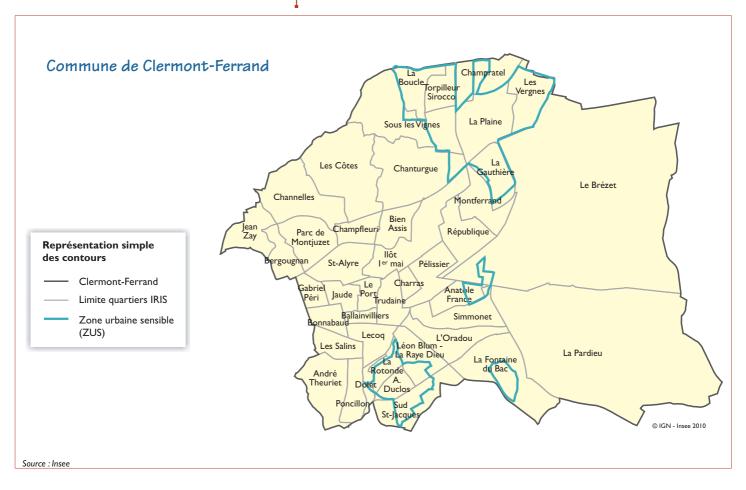


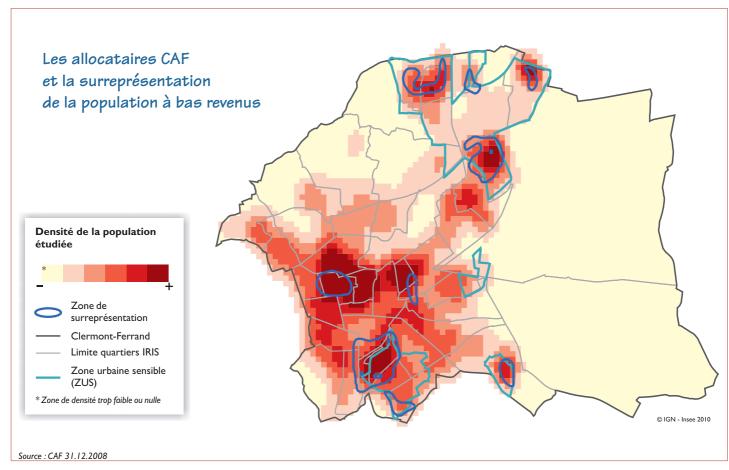




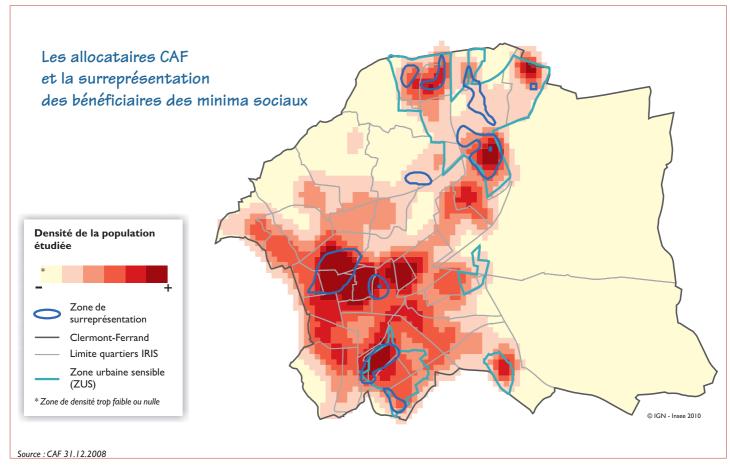


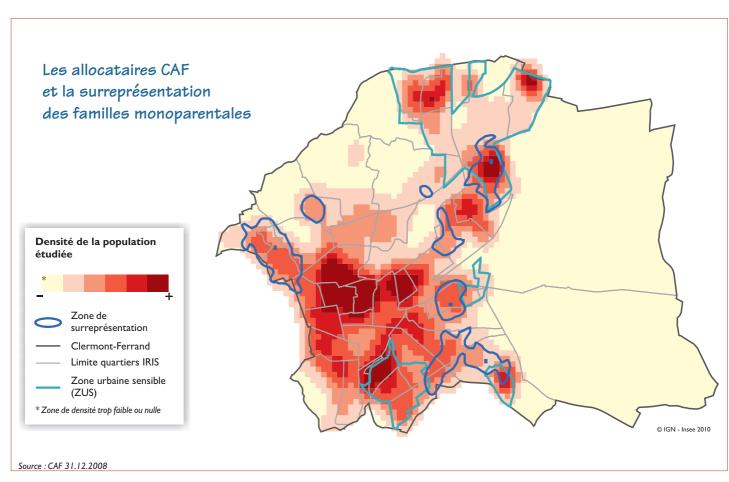




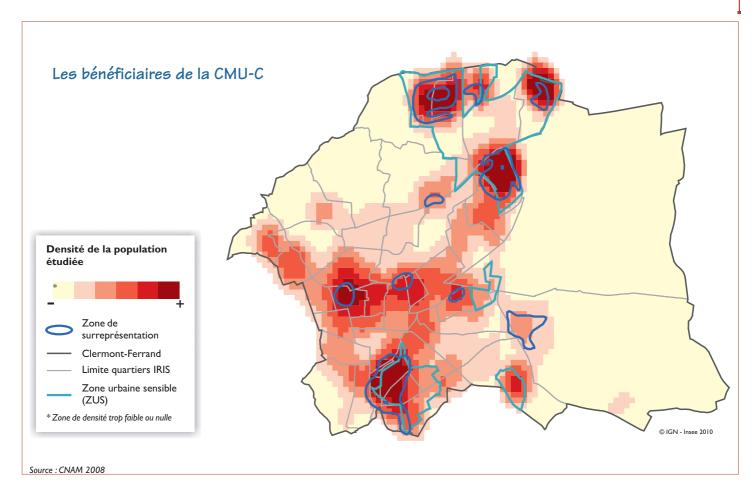


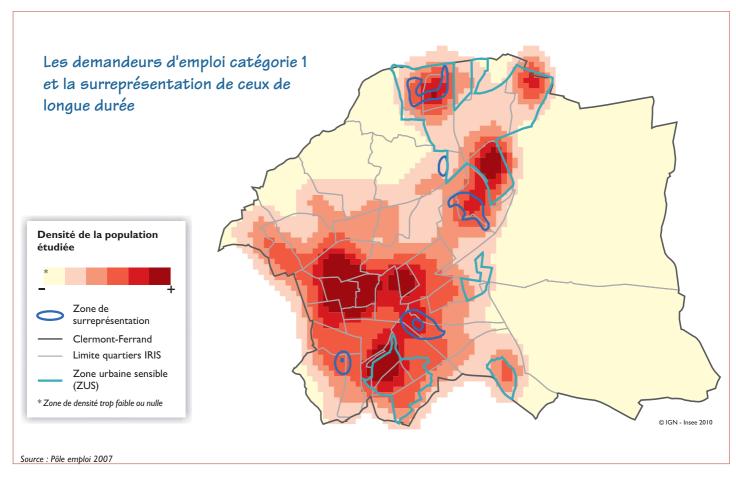




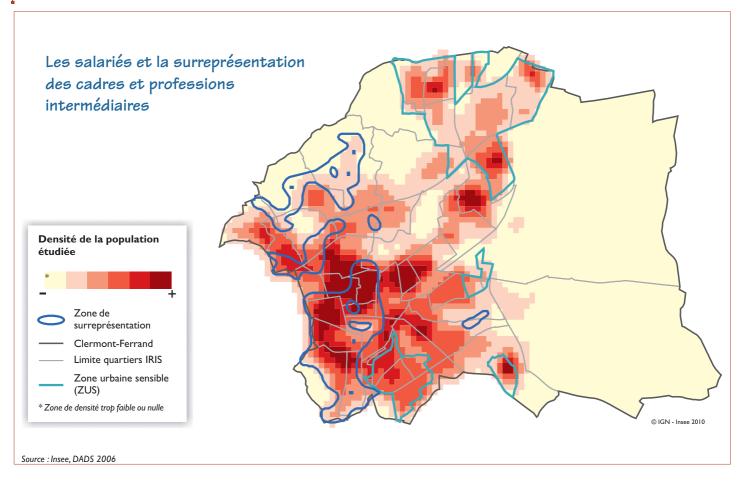


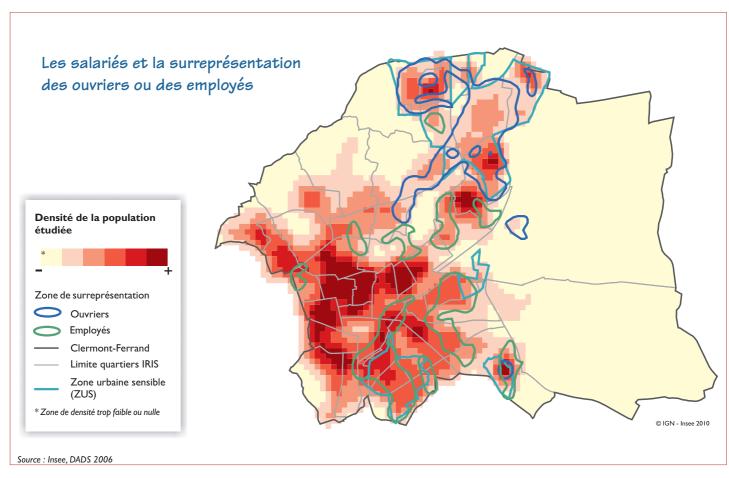




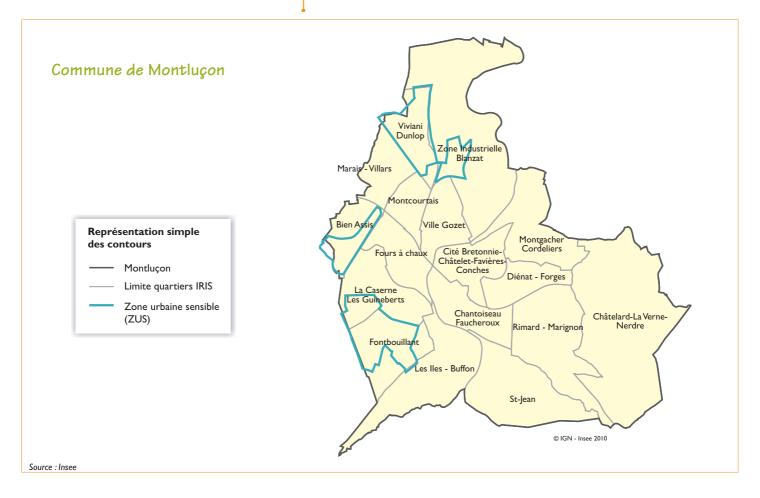


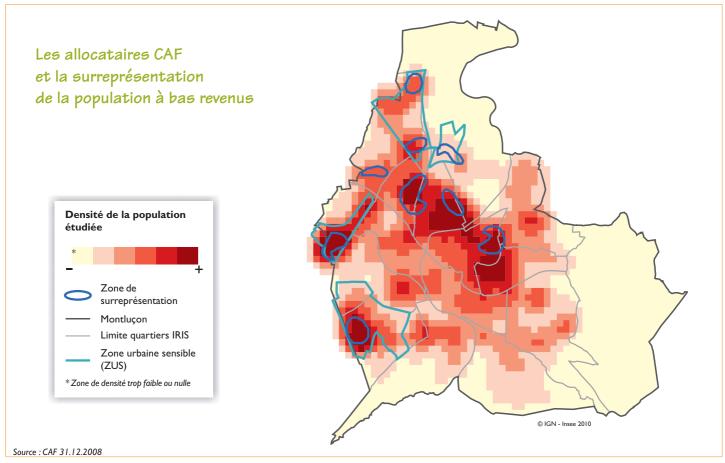






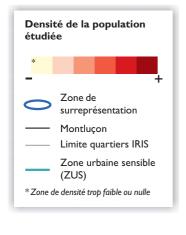




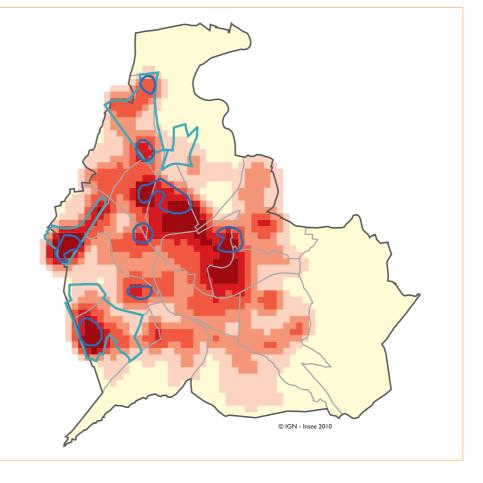




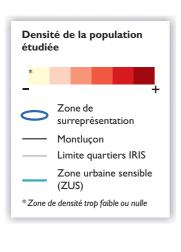


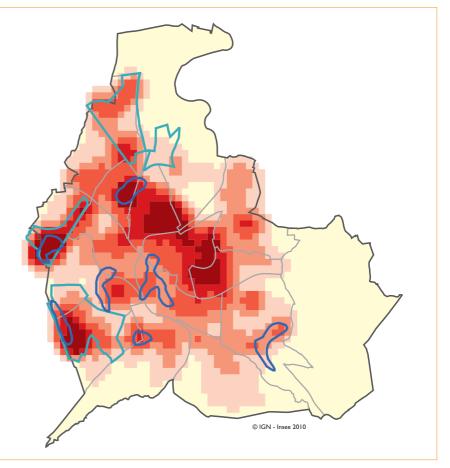


Source : CAF 31.12.2008

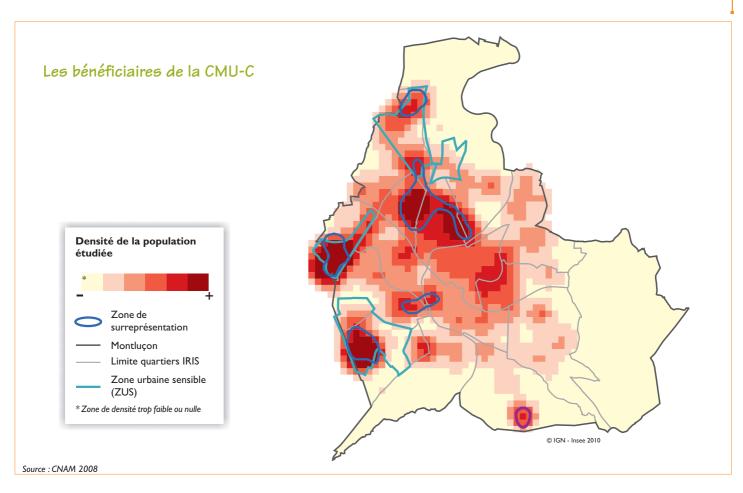


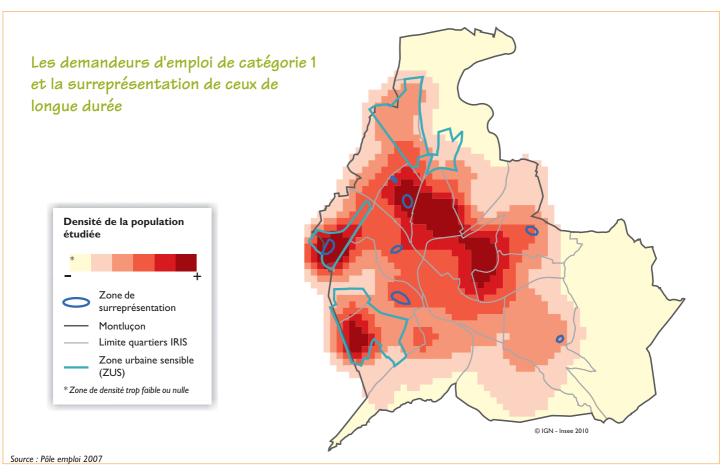
Les allocataires CAF et la surreprésentation des familles monoparentales



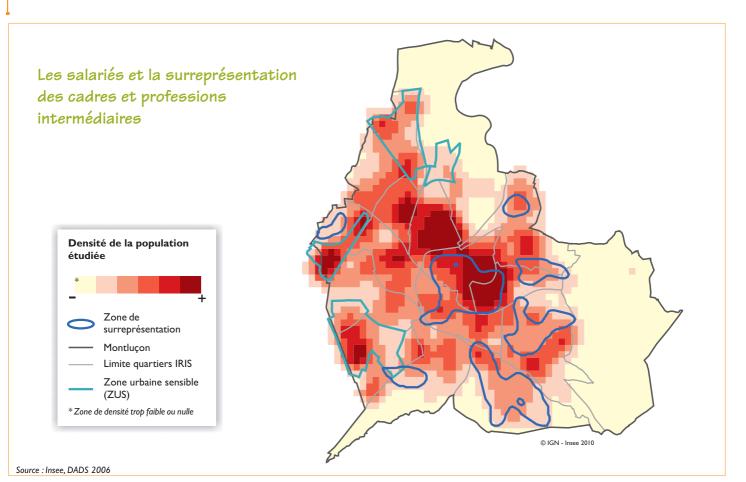


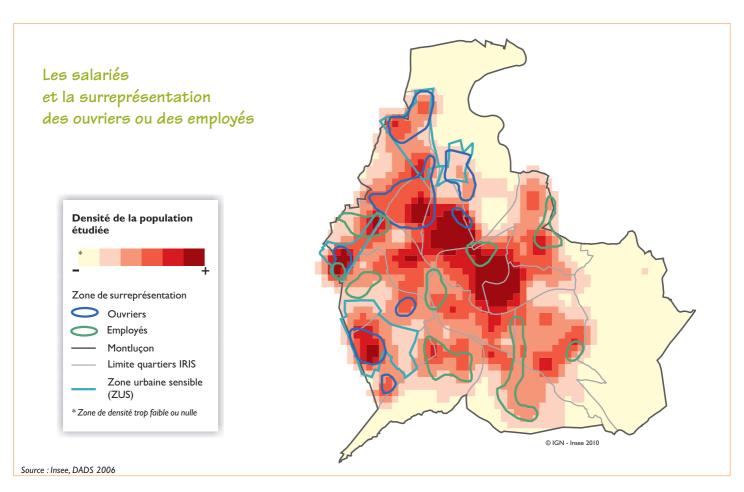
Source : CAF 31.12.2008





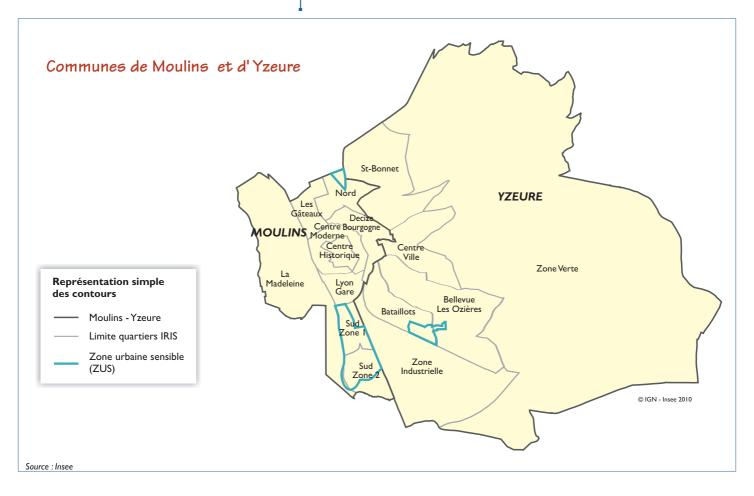


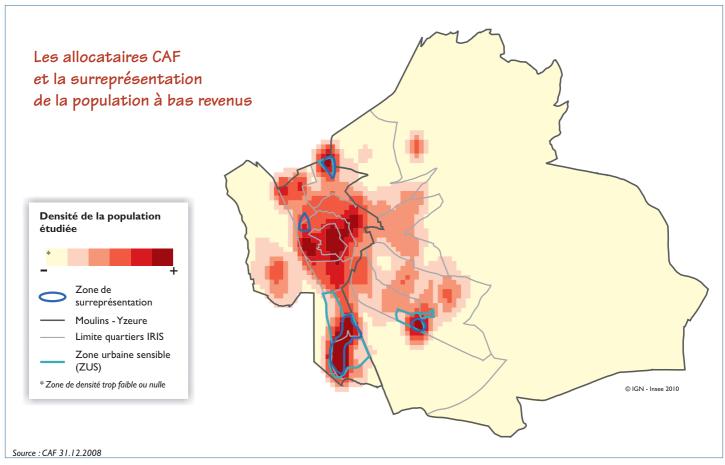




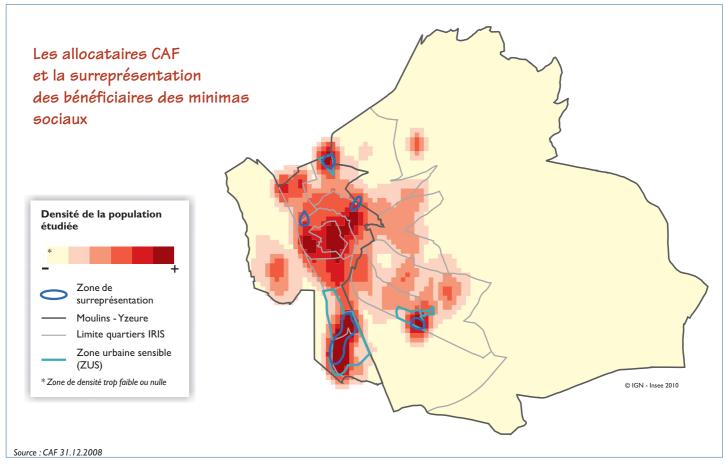


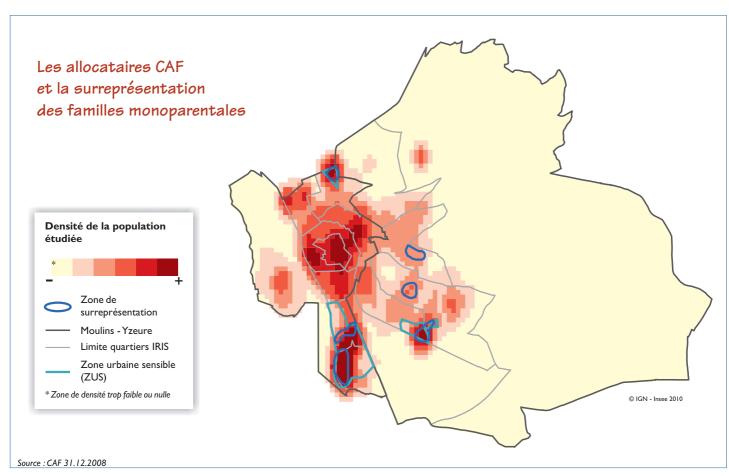




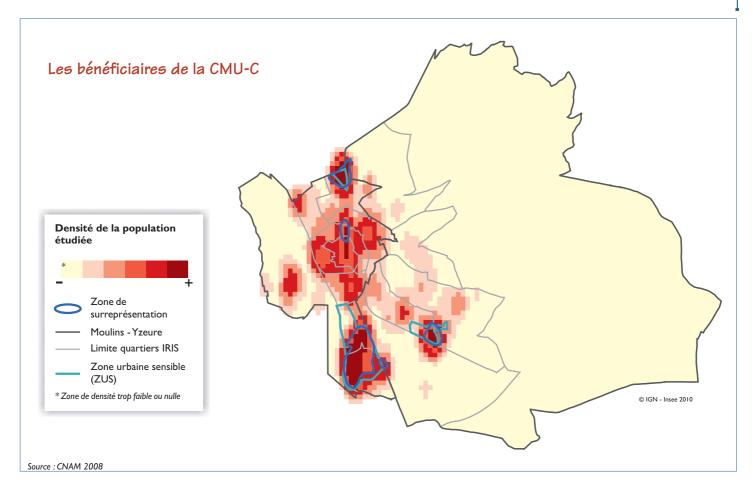


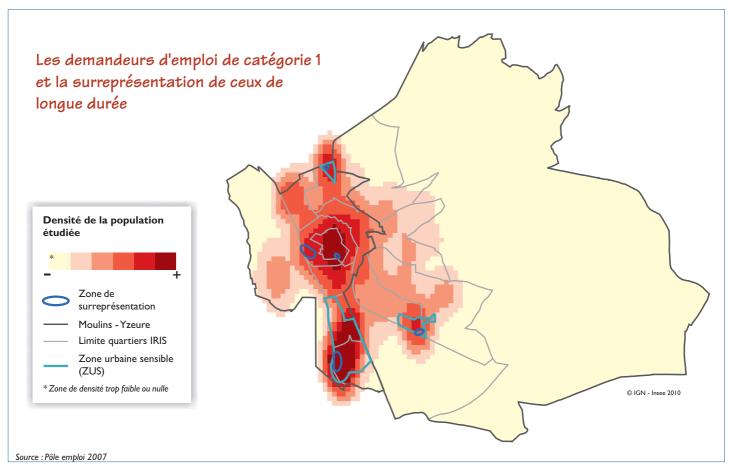




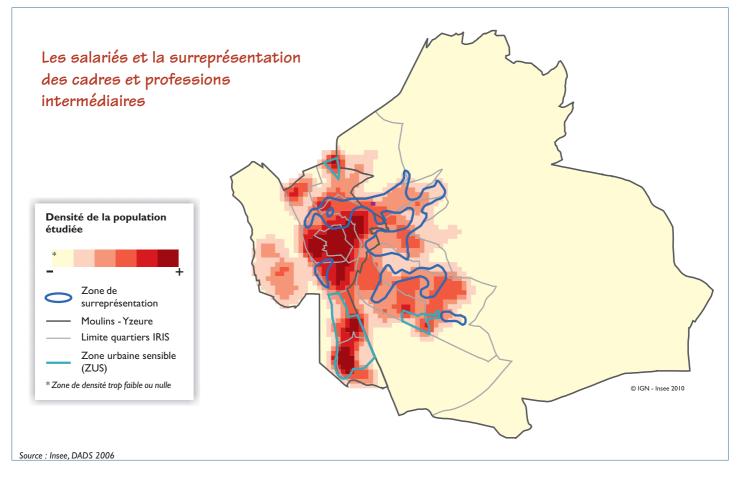


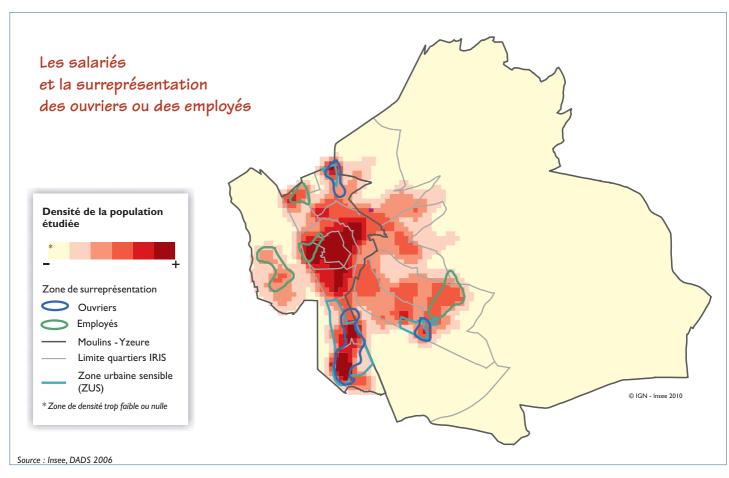




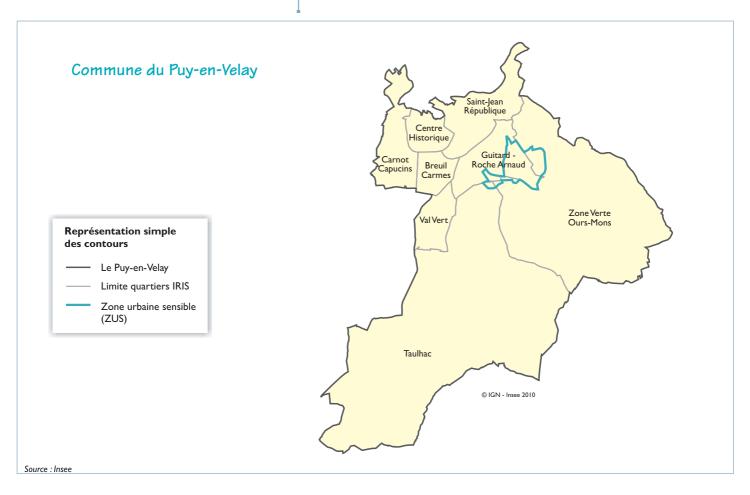


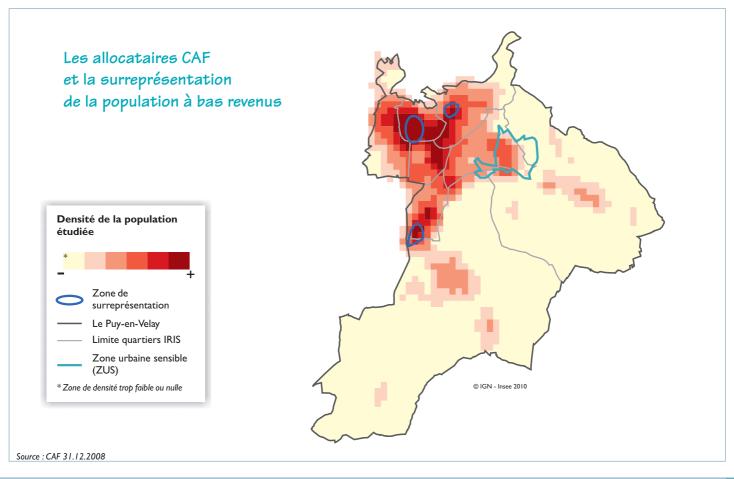






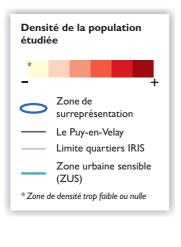




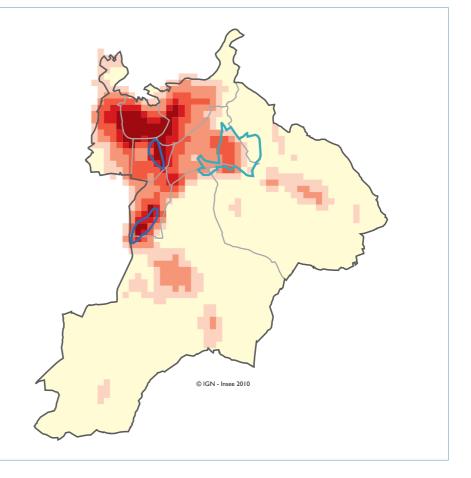




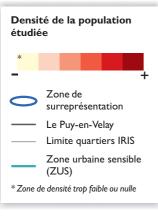




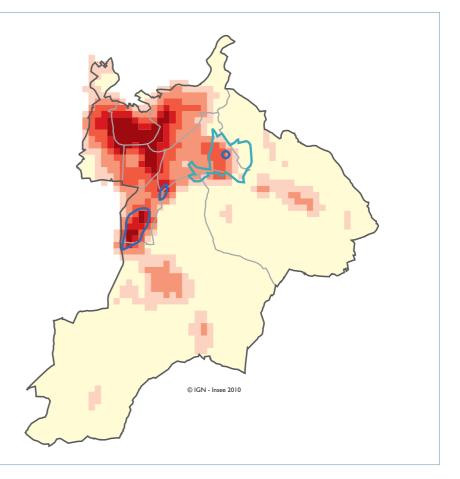
Source : CAF 31.12.2008



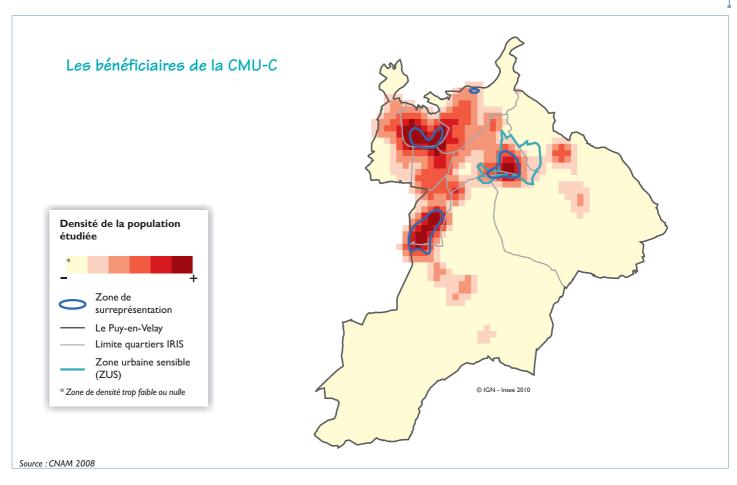
Les allocataires CAF et la surreprésentation des familles monoparentales

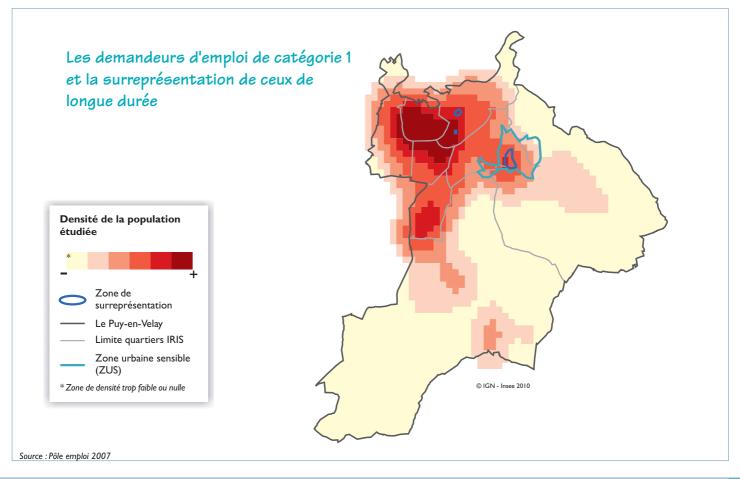


Source : CAF 31.12.2008

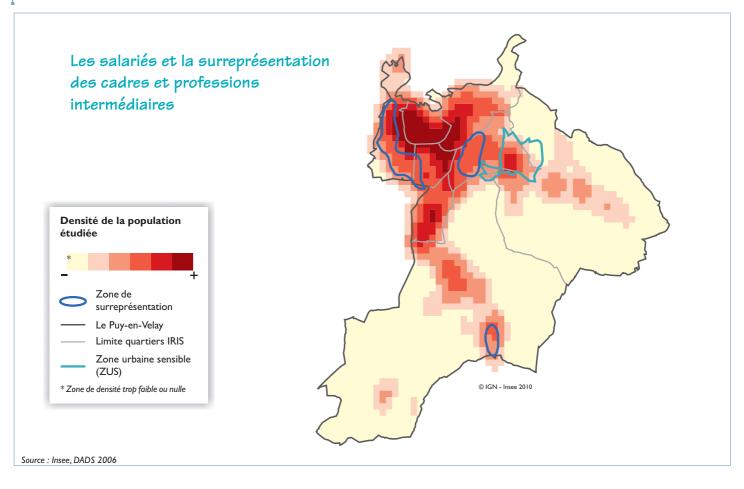


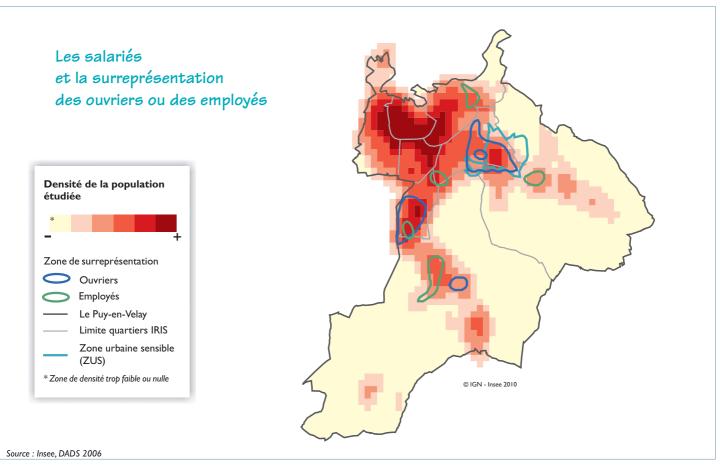






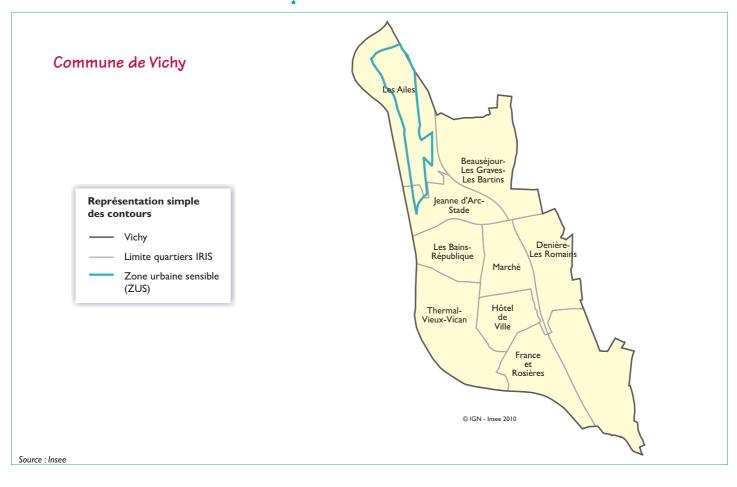


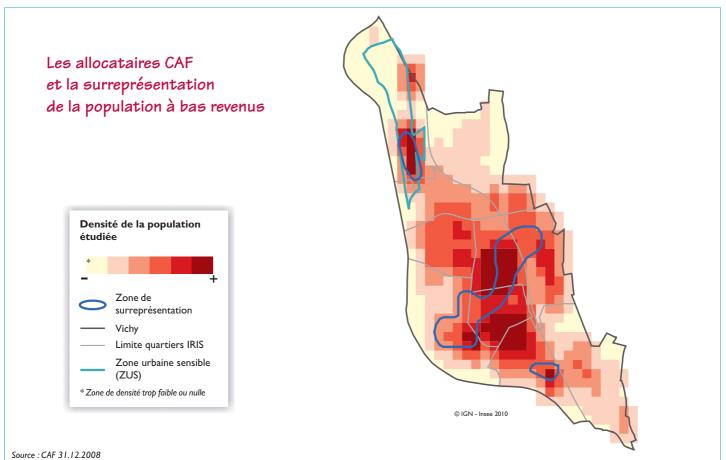






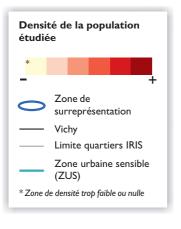


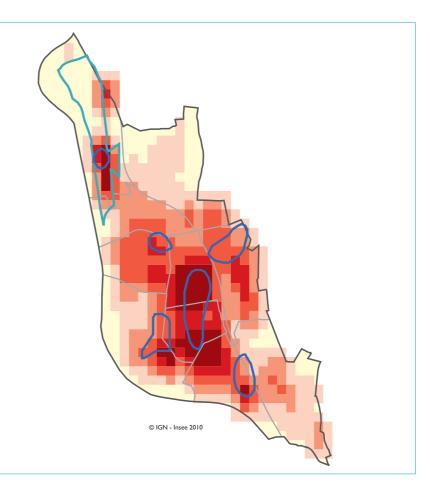




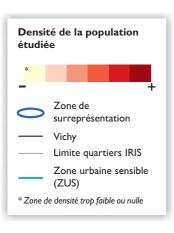
Source : CAF 31.12.2008

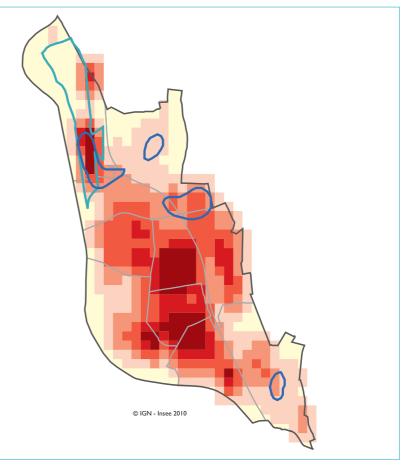




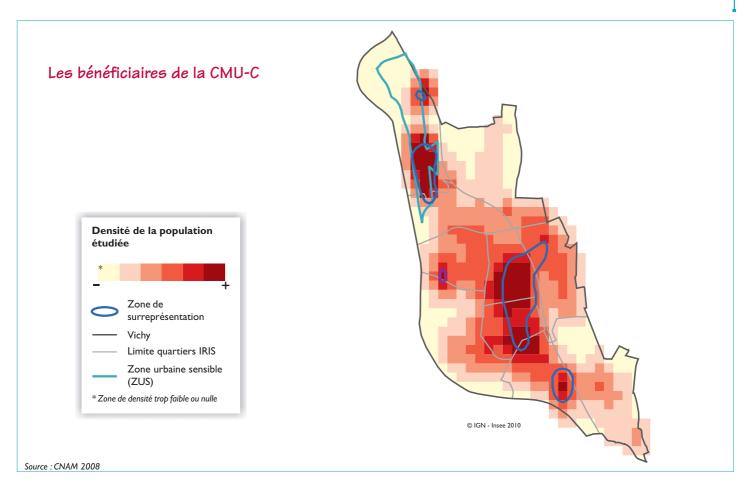


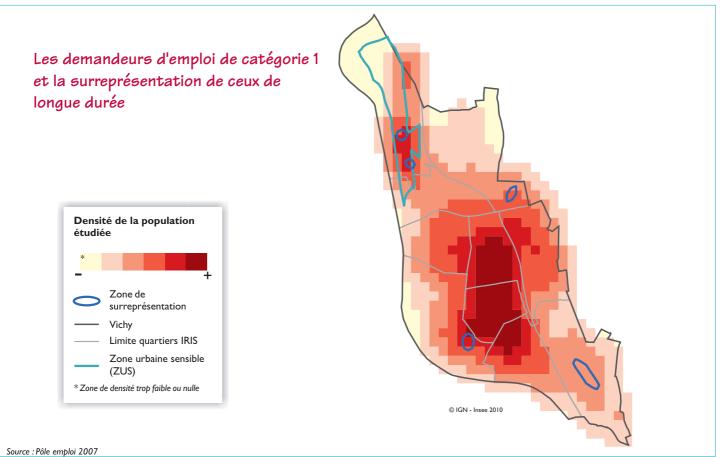
Les allocataires CAF et la surreprésentation des familles monoparentales



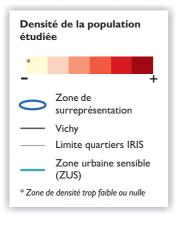


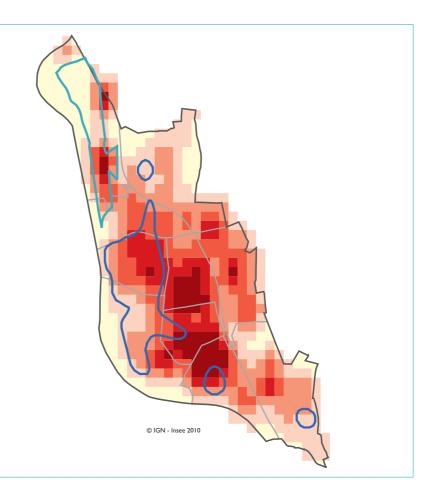




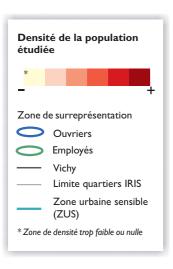


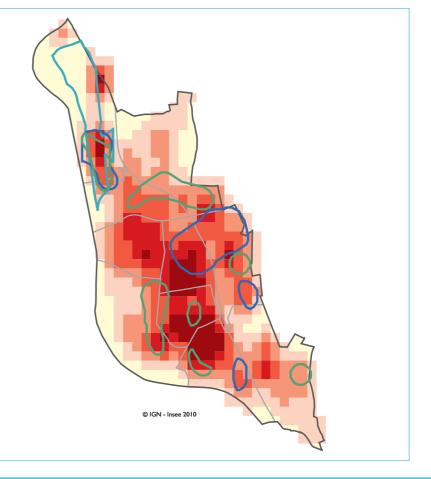
Les salariés et la surreprésentation des cadres et professions intermédiaires





Les salariés et la surreprésentation des ouvriers ou des employés





Source : Insee, DADS 2006

Source :Insee, DADS 2006